



Bulletin départemental n° 490 du 4 décembre 2025



**ACADÉMIE
D'AIX-MARSEILLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
du Vaucluse

Sommaire:

IEN-ASH

- **Annule et remplace BD 487 : Appel à candidature Enseignant(e) au Centre éducatif fermé de Montfavet et au Lycée d'Enseignements Adaptés de Vedène (2 mi temps)**

Division des personnels

- **Congé de formation professionnelle, rentrée scolaire 2026**

FICHE DE POSTE **à pourvoir immédiatement**

Intitulé du poste : Enseignant(e) au Centre éducatif fermé de Montfavet et au Lycée d'Enseignements Adaptés de Vedène (2 mi temps)	
<p>Rattachement administratif : IEN ASH</p> <p>Lieu d'exercice :</p> <p>CEF : 367 chemin de la Croix de Joannis – Montfavet</p> <p>LEA : 559 rue de Cheval Blanc - Vedène</p>	<p>Texte de référence :</p> <p>CEF : La loi 2002-1138 du 9 septembre 2002 a créé les centres éducatifs fermés (CEF), définis comme des établissements dans lesquels des mineurs sont placés en application d'un contrôle judiciaire ou d'un sursis de mise à l'épreuve ou d'une libération conditionnelle pour une durée de 6 mois renouvelable une fois. L'objectif pour les jeunes de moins de 16 ans est de réintégrer un établissement scolaire ou de s'engager dans une formation professionnelle. L'effectif de la classe peut varier selon les besoins d'apprentissage des adolescents. Chaque élève scolarisé à un projet et un suivi individuel sur les volets éducatifs, pédagogique et thérapeutique. La note de service 2005-048 du 4 avril 2005 parue au Bulletin Officiel n°15 du 15 avril 2005 précise l'organisation de la scolarisation des mineurs placés en centre éducatif fermé. Le BO du 14 janvier 2019 actualise et décline l'accès à l'éducation et au savoir des mineurs placés en CEF</p> <p>LEA : circulaire n° 2017-076 du 24-4-2017, BO du 27-4-2017 Les établissements d'enseignement adapté du second degré dispensent un enseignement général et professionnel adapté conduisant à des diplômes de niveau V (certificat d'aptitude professionnelle - CAP) ou niveau IV (baccalauréat professionnel). La dimension pédagogique et éducative de l'internat constitue un aspect essentiel et singulier du fonctionnement de ces établissements. La spécificité des LEA est d'offrir, en complément de l'enseignement général adapté et de la formation professionnelle, un accompagnement pédagogique et éducatif en internat éducatif dont les particularités tiennent en partie au public accueilli et à l'intervention d'enseignants du premier degré et du second degré et d'assistants d'éducation.</p>
<p>Quotité :</p> <p>CEF les jeudis et vendredis : 10h30 hebdomadaires en présence élèves sur 36 semaines + 1h30 dans le cadre des 108 h ;</p> <p>LEA les lundis et mardis : 10h30 et 30 minutes rémunérées en d'HSA</p>	<p>Indemnités / remboursement de frais :</p> <p>LEA : Indemnité de structure spéciale 1994 : 882 euros annuels ISAE 1914 : 1275 euros annuels</p> <p>CEF : Indemnité pénitentiaire 0603 : 2065 euros annuels Eventuellement si l'enseignant est spécialisé, indemnité 408 : 886 euros annuels</p>

<p>Procédure de recrutement : étude des dossiers et entretien pour les candidats dont le dossier aura été retenu</p>	<p>Conditions : Enseignant du 1^{er} degré titulaire ou non d'une spécialité. Affectation à titre provisoire pour l'année 2025-2026</p>
<p>Missions (à partager avec le collègue titulaire) :</p> <p>Pour le CEF :</p> <p>L'enseignant travaille en étroite collaboration avec les éducateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il assure un enseignement aux adolescents placés dans le centre, - il ajuste sa pratique pédagogique suivant les bilans effectués lors de l'arrivée de l'adolescent dans le centre, - il se fixe comme objectif la réinsertion dans un établissement scolaire pour les élèves de moins de 16 ans ; il recherche les moyens de validation les plus pertinents. - il participe aux réunions d'équipe pluridisciplinaire en vue de la mise en œuvre du projet individualisé de chaque jeune et participe à son projet de re-scolarisation. <p>Pour le LEA :</p> <p>L'enseignant assure 1 h de français aux élèves de 1^{ère} année de CAP, 1 h d'arts appliqués (discipline non obligatoire à l'examen), 1h d'internat avec des apprentissages sous forme d'activités, culturelles, sportives et artistiques (mardi de 18 à 19h), 8h en co intervention avec les professeurs d'ateliers professionnels en maths et français.</p>	
<p>Compétences attendues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Savoir travailler en équipe pluridisciplinaire, engager des partenariats avec des structures extérieures - Disposer d'une bonne capacité d'écoute, d'adaptabilité dans la relation et de compétences dans la médiation. - Etre rigoureux et organisé. - Mettre en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées à un public en grande difficulté scolaire -Savoir individualiser les parcours et mettre en place des dispositifs pédagogiques sur de courtes durées prenant en compte les arrivées et les sorties régulières d'élèves du CEF. 	
<p>Modalités de candidature : Envoyer, <u>par voie électronique</u>, la fiche de candidature avec CV et lettre de motivation :</p> <p style="text-align: center;">Avant le 18 décembre 2025</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'IEN de la circonscription actuelle, pour avis - à : ce.mouvement-84@ac-aix-marseille.fr - Copie à : ce.ien.ash84@ac-aix-marseille.fr 	

FICHE DE CANDIDATURE POSTE A PROFIL

NOM et Prénom :

Affectation actuelle :

Nommé(e) à ☐ Titre définitif ☐ Titre provisoire

Le :

Circonscription :

Adresse personnelle :

.....

N° de téléphone :

E-mail :

Diplômes et date d'obtention :

Je déclare être candidat(e) à la fonction suivante :

.....

A , le
(signature)

Avis de l'IEN :

☐ favorable

☐ défavorable

date et signature :



**ACADÉMIE
D'AIX-MARSEILLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
du Vaucluse

Division des Personnels
Bureau de la gestion collective

Affaire suivie par :
Eva NEVES DA ROCHA
Laurence ELIAS

Tél : 04 90 27 76 68

04 90 27 76 27

Mél : ce.p1d-gestionco@ac-aix-marseille.fr

49 rue Thiers
84077 AVIGNON cedex 4

Avignon, le 3 novembre 2025

Le directeur académique
des services de l'Éducation nationale de Vaucluse

à
Mesdames et Messieurs
les enseignants du premier degré

s/c de Mesdames et Messieurs
les inspecteurs de l'Éducation nationale
chargés de circonscription du premier degré

S/c de Mesdames et Messieurs
les principaux de collège
S/c de Madame la proviseure du LEA

Objet : Congé de formation professionnelle - Rentrée scolaire 2026

Références : Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État
Décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie

I - Personnels concernés

Les textes cités en référence précisent les conditions dans lesquelles les fonctionnaires titulaires en activité, ayant au moins trois ans de services effectifs, peuvent demander le bénéfice de ce congé de formation professionnelle.

Un instituteur qui s'est vu accorder un congé de formation professionnelle et qui serait reçu au concours interne de professeur des écoles ou inscrit sur la liste d'aptitude des professeurs des écoles au 1^{er} septembre 2026 pourra bénéficier du congé de formation.

II - Actions de formation visées

La formation professionnelle tout au long de la vie comprend les actions suivantes :

- La formation professionnelle statutaire
- La formation continue pour l'adaptation immédiate au poste de travail, pour l'adaptation à l'évolution prévisible des métiers, pour le développement ou l'acquisition de nouvelles qualifications
- La préparation aux examens, concours et procédures de promotion interne
- La réalisation de bilans de compétences
- La validation des acquis de leur expérience en vue de l'acquisition d'un diplôme d'un titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification
- L'approfondissement de leur formation en vue de satisfaire à des projets personnels et professionnels.

Les fonctionnaires peuvent bénéficier en vue d'étendre ou de parfaire leur formation personnelle :

- du congé de formation professionnelle pour une durée de 3 ans sur l'ensemble de la carrière et dans la limite des crédits prévus à cet effet,
- d'une disponibilité pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général.

Le congé n'est accordé que pour suivre une formation agréée par l'État.

III - Indemnité forfaitaire mensuelle

Durant le congé de formation professionnelle, le fonctionnaire perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice qu'il détenait au moment de sa mise en congé. Le montant de cette indemnité ne peut toutefois excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 d'un agent en fonction à Paris. La durée pendant laquelle l'indemnité peut être versée est limitée à 12 mois.

À cette indemnité, il convient de soustraire différentes cotisations : retenue pour pension civile calculée sur l'intégralité du traitement brut perçu au moment de la mise en congé, la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution exceptionnelle de solidarité.

IV - Obligations au cours du congé

À la fin de chaque mois, les intéressés doivent transmettre à la DSDEN – Division des Personnels une attestation prouvant le suivi effectif de leur formation au cours du mois écoulé. En cas de constat d'absence sans motif valable, il est mis fin au congé de l'agent ; celui-ci doit alors rembourser les indemnités perçues.

En outre, les personnels doivent s'engager à rester au service de l'Etat à l'issue de leur formation, pendant une durée égale au triple de celle pendant laquelle ils auront perçu l'indemnité mensuelle forfaitaire.

V - Modalités d'attribution

Le congé de formation professionnelle est une modalité d'accompagnement des personnels, dans leurs choix d'évolution professionnelle.

Les congés sont accordés aux projets d'évolution professionnelle, dans la limite du contingent d'emplois réservés à cet effet. Une attention sera portée au caractère diplômant de la formation choisie et à la façon dont celle-ci s'inscrit dans le projet du candidat.

À ce titre, les éléments tels que l'ancienneté de la demande (à la condition que les demandes aient été consécutives), l'ancienneté générale de service, l'échelon sont indicatifs.

VI - Dépôt des candidatures

La candidature se fera au moyen d'un imprimé dématérialisé à remplir en ligne à l'adresse suivante :

<https://enquetes.education.gouv.fr/S2/1/CongeFormPro2026-2027/>

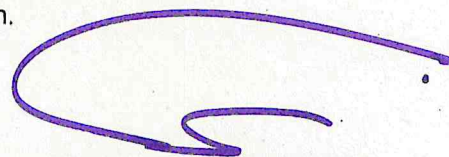
Le formulaire en ligne sera accessible

Du jeudi 4 décembre 2025 jusqu'au jeudi 15 janvier 2026 inclus

Les instituteurs et professeurs des écoles titulaires d'un poste à titre définitif qui obtiendraient le bénéfice d'un congé de formation seront remplacés pour l'année sur leur poste. Ils retrouveront, à compter du 1^{er} septembre 2027, leur poste à titre définitif.

À titre indicatif, au titre de l'année scolaire 2025/2026, 5 congés de formation ont été accordés aux personnels enseignants du 1^{er} degré de Vaucluse, pour une durée totale de 50 mois.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.



Philippe KOSZYK